

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 12 novembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

XPO TANK CLEANING NORD FRANCE

192 avenue Thiers
69006 LYON

Référence : N3-2025-1194-Rapport
Code AIOT : 0006307949

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement XPO TANK CLEANING NORD FRANCE implanté 71 rue André Ampère ZAC de l'Aufresne 44150 Ancenis-Saint-Géréon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- XPO TANK CLEANING NORD FRANCE
- 71 rue André Ampère ZAC de l'Aufresne 44150 Ancenis-Saint-Géréon
- Code AIOT : 0006307949
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale de l'établissement est le lavage de citernes de camion.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66 A et 66 E	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
6	Risques de pollution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 18, 19, 31 et 34	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	PFA's	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 2,3 et 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
5	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de la visite d'inspection, 4 non-conformités dont une qualifiée de majeure pour laquelle est proposé au préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure. En effet, un risque d'incendie et/ou d'explosion a été identifié lors des deux dernières vérifications des installations électriques.

Les non-conformités identifiées nécessitent des actions correctives et des demandes de justificatifs. L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thèmes : Risques chroniques, État des matières stockées.
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : D'après l'exploitant, l'état des stocks est mis à jour tous les mois de façon informatisée via un logiciel interne à l'entreprise XPO. L'exploitant affirme être capable de déterminer visuellement tous les jours la quantité de produits stockés sur le site. L'emplacement de chaque produit n'est pas indiqué, mais l'ensemble des produits est situé dans le local de stockage. L'exploitant précise qu'une quantité très faible de produit est présente sur les pistes de lavage.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thèmes : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à

2 m³. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;

- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;

- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;

- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.

Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Actuellement, le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie se fait dans le bâtiment qui est sur rétention et dans la station de traitement présente sur le site. Ce confinement est assuré de façon manuelle par l'exploitant après un appel à VEOLIA qui gère la station de traitement ou par VEOLIA qui se déplace sur site. Les consignes sur la mise en œuvre de ce confinement ne sont pas rédigées.

L'exploitant a engagé un bureau d'études pour réviser les modalités de confinement des eaux. Un bassin enterré à l'arrière du bâtiment sera construit et 2 vannes seront mises en place afin de collecter les eaux aux deux points bas du site. L'exploitant indique que des consignes de mise en œuvre du confinement sont prévues ainsi qu'une sensibilisation des employés.

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thèmes : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Prescription contrôlée :

<p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...] conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p>Constats :</p> <p>30 extincteurs sont disponibles sur le site. Une borne incendie se trouve à proximité du site (au niveau de l'entrée). L'attestation de débit en date du 11 octobre 2021 indique un bon état du poteau incendie ainsi qu'un débit conforme.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs fait le 21 octobre 2025 par la société SCUTUM incendie. Suite à cette vérification, 2 extincteurs sont à remplacer. Les devis sont en cours d'établissement par la société SCUTUM incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le document justifiant que les deux extincteurs ont été remplacés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°4 : Vérification des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 66 A et 66 E</p>
<p>Thèmes : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]</p> <p>E.-Conditions d'application du présent article [...] Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les derniers rapports de vérification des installations électriques réalisé par l'APAVE. Ces vérifications ont eu lieu le 11 mars 2024 et le 21 juillet 2025. La fréquence annuelle n'est pas respectée.</p> <p>Plusieurs limites d'intervention figurent dans les rapports de 2024 et 2025, ce qui n'a pas permis à l'APAVE de vérifier l'ensemble des installations électriques, notamment en raison de l'inaccessibilité de certaines installations (comme des appareils d'éclairage).</p>

Dans le rapport de 2025, 8 observations sont mentionnées, dont 3 qui ont déjà été signalées. L'exploitant explique qu'un électricien est passé en 2025 pour lever les non-conformités mais n'a pas pu présenter le bon d'intervention. De plus, les certificats Q18 de 2024 et 2025 signalent un risque d'incendie et/ou d'explosion. Ce risque n'a pas été régularisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer, pour les prochaines vérifications, que le contrôleur puisse accéder à l'ensemble des installations. Il veillera à tenir à disposition du contrôleur l'ensemble des documents nécessaires à son contrôle.

L'exploitant doit respecter la fréquence annuelle de la vérification des installations électriques.

L'exploitant procède à la régularisation des observations issues du dernier rapport de vérification (avec priorité à donner à l'écart noté sur le certificat Q18). Les justificatifs de mise en conformité des installations électriques sont à transmettre à l'inspection des installations classées et doivent établir que les installations ne présentent pas de risque d'incendie et/ou d'explosion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N°5 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thèmes : Risques accidentels, Localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

L'exploitant a fourni, en amont de l'inspection, un plan de localisation des zones de stockage. Les produits stockés sont la principale source de risque du site. Ces derniers sont stockés dans un local dédié. Ils sont peu présents sur les pistes de lavage et sont limités à la quantité requise pour le lavage. Sur les pistes de lavage ainsi que dans le local, la nature du risque et les consignes à observer sont affichées.

Un risque ATEX est présent sur le site au niveau des têtes de lavage. L'exploitant n'a pas pu présenter de plan des zones ATEX, mais indique que cela a été ajouté à un plan d'actions de l'agence pour une réalisation en 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de fournir le plan du zonage ATEX suite à sa réalisation en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Risques de pollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 18, 19, 31 et 34

Thèmes : Risques chroniques, Traitement des effluents

Prescription contrôlée :

(art 18) Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

(art 19) Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate. Les installations de stockage et de traitement des effluents aqueux, notamment le traitement par lagunage, sont étanches.

(art 31) [...] Sauf dispositions particulières prévues par arrêté préfectoral pour les plateformes industrielles relevant de l'article L. 515-48 du code de l'environnement, le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5,9,5 s'il y a neutralisation alcaline [...]

(art 34) Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. [...] Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO₅ ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective ne dépassent pas : MES : 600 mg/l ; DBO₅ : 800 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ; Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l. [...] En revanche, lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que les macropolluants mentionnés ci-dessus sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel. [...]

Constats :

Il y a deux phases dans le traitement des effluents :

- Une première phase qui s'effectue sur le site via une unité de traitement dont la gestion a été confiée à VEOLIA.
 - les différentes étapes de cette phase sont les suivantes :
 - un puisard permet aux eaux collectées de rejoindre un bassin de stockage,
 - une table de traitement permet ensuite de séparer les eaux de rejet et les boues et graisses,
 - les eaux rejetées se dirigent vers la STEP communale,
 - et les boues et graisses subissent un traitement biologique.
 - les eaux avant rejet dans le réseau communal sont contrôlées tous les trimestres par VEOLIA,
 - d'après l'exploitant, le volume d'eaux rejetées vers la STEP communale de la communauté de communes du Pays d'Ancenis (COMPA) correspond à 150m³ par

semaine.

- La deuxième phase a lieu dans la STEP communale de la COMPA dont la gestion est également effectuée par la société VEOLIA. L'exploitant possède une convention avec la COMPA pour le rejet de ses eaux industrielles dans le réseau communal. Cette dernière est en cours de renouvellement afin de la mettre au nom actuel de la société.

L'exploitant, suite à l'inspection, a fourni les trois dernières analyses de ses rejets faites par un laboratoire certifié. Sur l'ensemble de ces analyses, il y a plusieurs dépassements importants des valeurs réglementaires notamment en DCO, DBO et MES (le flux maximal apporté par l'effluent dépasse les 45 kg/j pour la DCO). Par exemple, sur la dernière analyse, ces valeurs sont de 1960mg/L pour la DBO5, de 820mg/L pour les MES et de 3870mg/L pour la DCO. Pour les deux dernières analyses, les niveaux de pH sont inférieurs à 5,5. L'exploitant n'a pas transmis la convention avec la COMPA concernant le rejet de ses eaux industrielles dans le réseau communal, la conformité des effluents ne peut donc pas être déterminée.

L'exploitant a fourni des éléments concernant les performances et l'aptitude de la STEP à traiter ces effluents. Au vu de ces derniers et du volume envoyé à la STEP, cette dernière est apte à traiter les effluents du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier au dépassement des VLE en DCO, DBO et MES. L'exploitant doit transmettre la convention avec la COMPA concernant le rejet de ses eaux industrielles dans le réseau communal et vérifie si ses effluents sont conformes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2,3 et 4

Thèmes : Risques chroniques, Suvi PFAS

Prescription contrôlée :

- Vérification de la présence d'une liste des substances PFAS - Réalisation des analyses de PFAS sur chaque point de rejet
- Vérification de l'exhaustivité des analyses de PFAS (en particulier, si différence entre AOF et PFAS)
- Analyse du volume pris en compte pour le calcul du flux
- Vérification du respect des LQ
- Vérification de l'accréditation des intervenants (prélèvement + analyse)

Constats :

Suite au courrier de l'inspection des installations classées du 14 mai 2025, l'exploitant a poursuivi les mesures de PFAS et de l'AOF en 2025. D'après l'exploitant, le prélèvement a été réalisé, par SOCOTEC, sur 24h (du 21 au 22 octobre) et a mesuré les 50 PFAS comme demandé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les résultats des mesures des PFAS et du flux d'AOF. Une analyse sur les résultats des mesures de PFAS de 2025 est attendue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois